



*Samedi 7 juillet 2012*

*Mes chers amis,*

*La France est dans l'épreuve!*

*Nous avons perdu les élections présidentielles et législatives parce que nous avons été bousculés par la plus grande crise depuis la déflation des années 1930. Une crise qui n'est nullement achevée et dont l'épicentre se trouve désormais en Europe, menaçant d'emporter l'euro et soixante années d'intégration du continent...*

*Les critiques sur la campagne électorale sont dérisoires.*

*Aucune majorité dans l'Union ne s'est succédée à elle-même depuis 2009.*

*José Luis Zapatero n'a pas été battu pour avoir mené une campagne trop à droite et Gordon Brown ne connaissait pas Patrick Buisson !*

*François Hollande a été élu par défaut avec le soutien de l'extrême gauche et la complicité de l'extrême droite.*

*Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser !*

*Cela ne l'empêche pas de faire semblant de croire que les Français ont adhéré à un projet politique démagogique qui menace de nous faire basculer durablement dans le déclin et qui fragilise l'Europe toute entière.*

*Le sommet de Bruxelles a sonné une première heure de vérité:*

*La France va finalement ratifier le traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dont François Hollande s'était engagé à obtenir la renégociation.*

*La France s'apprête à inscrire dans sa Constitution la règle d'or budgétaire que la gauche refusait il y a encore quelques jours de voter.*

*Je m'en félicite car ce traité est nécessaire à la défense de la monnaie européenne et au retour de la confiance dans la zone euro.*

*Mais les Français ont le droit de savoir que François Hollande les a trompés.*

*Ils ont le droit de savoir qu'il n'a rien obtenu en échange de son renoncement.*

*Les communiqués de victoire socialistes sur la croissance sont ridicules. Le conseil européen de la semaine dernière n'a pas créé un seul instrument, une seule politique qui n'aient déjà été débattus et actés à l'automne dernier.*

*Les 120 milliards brandis comme un trophée par le président de la République ne sont rien d'autre que des crédits recyclés dont le volume n'aura qu'un impact marginal sur l'économie européenne.*

*Les investissements d'avenir décidés par Nicolas Sarkozy et le gouvernement en 2010, qualifiés de «goutte d'eau» par les socialistes représentent un engagement nouveau de 35 milliards pour la France seule!*

*La mutualisation des dettes européennes, les magiques «euros bonds», a été écartée à une majorité écrasante.*

*Le soutien aux banques espagnoles et italiennes permet de gagner du temps mais ne règle aucune question de fond.*

*La crise européenne n'est pas derrière nous. Elle reste devant nous.*

*La zone euro est le seul des grands pôles de la mondialisation à être retombé dans la récession depuis 2009, provoquant une forte montée du chômage.*

*La divergence entre l'Europe du Nord et celle du Sud s'accélère.*

*L'effondrement de l'appareil productif se poursuit et l'endettement menace l'existence même de la monnaie européenne.*

*Or l'éclatement de la zone euro doit être évité à tout prix sous peine d'entraîner une cascade de dévaluations, de défauts de banques et d'entreprises, de fuite de capitaux et d'activités qui entraîneraient la dislocation de l'Union.*

*Seule une refondation du projet européen autour d'un noyau franco-allemand et d'une véritable convergence des économies de la zone euro peut nous permettre d'éviter le désastre historique d'une désintégration du continent.*

*L'Europe doit retrouver la confiance du monde.*

*Elle ne peut l'obtenir qu'en réduisant son endettement et en améliorant la compétitivité de son économie.*

*Et dans cette perspective tous les regards sont braqués sur la France:*

*Parce que la France est la deuxième économie européenne, parce que la France représente la plus forte dette en Europe, parce que la France donne le sentiment de refuser de regarder en face les réalités, parce que la France s'entête à croire qu'on*

*peut conserver l'école et l'université gratuites pour tous, le meilleur système de santé du monde, la protection sociale la plus généreuse, en travaillant moins que les autres et en les finançant à crédit.*

*La question européenne aujourd'hui, ce n'est plus la Grèce, ce n'est même plus l'Italie et l'Espagne, qui ont engagé des politiques courageuses de redressement. Non la question européenne aujourd'hui, c'est la France!*

*La France qui a choisi de donner des leçons de croissance à l'Allemagne!*

*La France qui prépare des augmentations massives d'impôts qui agiront sur la croissance comme un éteignoir sur une fragile reprise.*

*La France qui promet une réduction de ses déficits mais choisit d'abord de les creuser par près de 10 milliards de dépenses nouvelles et stériles.*

*La France qui s'apprête à alourdir sévèrement son déficit de compétitivité en augmentant le coût du travail et en dissuadant les Français de travailler plus.*

*La France qui entend conduire seule une «expérience socialiste» orthogonale aux politiques conduites dans tous les autres pays de la zone euro.*

*La France qui développe un discours de défiance et de ressentiment contre les grandes entreprises qui constituent un de ses derniers atouts dans la compétition mondiale.<sup>4</sup>*

*En avril, j'accusais François Hollande de promettre aux Français une politique économique et sociale qui ne pouvait que nous conduire au désastre.*

*Je l'accuse aujourd'hui de mettre en danger l'Europe par son aveuglement idéologique et par son penchant pour les postures tactiques qui ont peut-être fait merveille au parti socialiste mais qui sont autant de fautes face à l'immense défi auquel est confronté notre continent.*

*Ce qui est en cause c'est la crédibilité de la monnaie européenne, c'est la capacité de l'Europe à se redresser, c'est la survie d'une civilisation européenne qui s'est construite sur une prospérité qui est gravement remise en cause.*

*François Hollande se grandirait en acceptant de renoncer à ces postures qui ne sont que le masque de l'indécision, en acceptant de reconnaître que la France doit accomplir sa part d'effort pour participer au redressement européen, en renonçant à imposer une politique qui sera d'autant plus injuste qu'elle appauvrira les classes moyennes et obligera à des coupes sombres dans les budgets sociaux pour les plus défavorisés.*

*On ne perd rien à défendre l'intérêt national même au prix du renoncement à une partie de ses engagements.*

*On ne perd rien à reconnaître qu'on s'est trompé quand la Cour des comptes convoquée à la hâte pour discréditer la gestion de mon gouvernement fait savoir que les comptes sont sincères, qu'il y a moins de dépenses non financées que de réserve de précaution, que l'effort de réduction des déficits engagé en 2011 doit être poursuivi, qu'il doit porter en priorité sur la baisse des dépenses publiques.*

*Je comprends que le plus douloureux pour les procureurs socialistes du quinquennat de Nicolas Sarkozy soit de devoir reconnaître que la gestion des finances publiques a progressé en transparence.*

*Il faut se mettre à leur place; après dix ans d'absence ils retrouvent un Etat plus démocratique où le Parlement joue tout son rôle, où la commission des finances est présidée par l'opposition, la Cour des comptes par un socialiste, où les citoyens peuvent saisir le conseil constitutionnel, un Etat qui n'a rien à cacher! On comprend qu'ils soient dépaysés!*

*Mais la France et l'Europe n'ont pas le temps d'attendre qu'ils digèrent le choc de cette révélation.*

*Dans ce contexte le débat sur la nature de notre opposition est dépassé.*

*Quand la France court un si grand danger la question n'est pas de savoir comment s'opposer.*

*Notre devoir, qui dépasse nos personnes et nos ambitions c'est de tout faire pour empêcher l'irréparable, de déployer toute notre énergie pour convaincre les Français que nous ne sommes pas à la recherche d'une martingale improbable dans le seul espoir de retrouver le pouvoir. Nous nous battons pour éviter que la France ne s'engage dans une glissade mortelle.*

*Peu importe ce qu'on dira de nous aujourd'hui dans les médias, l'Histoire nous jugera à la fermeté de notre opposition, à sa permanence et à sa clairvoyance.*

*Nous ne pouvons pas être complices d'une politique qui précipite le déclin de notre pays et aggrave les difficultés de l'Europe.*

*La déclaration de politique générale du Premier Ministre nous a très longuement éclairés sur ce qui attend les Français:*

*On pourrait adhérer à la plupart des objectifs affichés par Jean Marc Ayrault:*

*Il est pour le redressement des comptes publics, nous aussi!*

*Mais il a promis la stabilité des effectifs de fonctionnaires et l'arrêt de la réorganisation des services et des missions de l'Etat!*

*Il s'est engagé à défendre le pouvoir d'achat des classes moyennes. Très bien!*

*Mais alors comment comprendre la fin de l'exonération des charges sur les heures supplémentaires, la hausse des charges salariales, les menaces sur le quotient*

*familial, sur l'emploi de personnes à domicile et l'augmentation prévisible de la CSG.*

*Il veut renforcer la compétitivité des entreprises et il annonce la suppression de la TVA anti délocalisation, la hausse du coût du travail et le matraquage fiscal des entreprises qui tirent l'économie française.*

*Il veut relancer la construction de logements. On ne peut qu'approuver!*

*Mais la seule mesure annoncée est l'encadrement des loyers qui réduira l'offre immobilière.*

*Il prône une décentralisation plus lisible et moins coûteuse et s'empresse de supprimer le conseiller territorial qui permettait d'amorcer le rapprochement des départements et des régions et de réduire le nombre des élus.*

*Il plaide pour la cohésion nationale et annonce le vote des étrangers aux élections locales ainsi que la gratuité des soins aux clandestins.*

*Il veut une politique pénale efficace et supprime les tribunaux correctionnels pour mineurs, les peines planchers pour les récidivistes et jette la suspicion sur les policiers et les gendarmes!*

*Il proclame le soutien de la France à tous ceux qui luttent dans le monde pour la démocratie et retire précipitamment nos forces d'Afghanistan.*

*La déclaration de politique générale du Premier Ministre est une mystification. C'est une longue litanie de mesures qui vont à l'encontre des objectifs affichés par le gouvernement.*

*Le Premier Ministre, dans un accès de lucidité, a lui même déclaré mardi: «derrière les promesses, se préparent de nouvelles désillusions». On ne peut mieux dire!*

*En réalité nous avons assisté cette semaine à l'annonce d'un désastre économique et social à venir.*

*Comment la France pourrait elle retrouver le chemin de la croissance en accablant d'impôts et de charges les entreprises, en renonçant à diminuer la dépense publique et en stigmatisant la réussite.*

*Ce ne sont pas des erreurs ou des maladresses que commet le gouvernement, ce sont des fautes contre l'intérêt national, ce sont des fautes dont les conséquences seront lourdes pour notre pays et cela à très court terme.*

*Parce que nous ne sommes pas dans un faux plat de l'Histoire mais bien au coeur d'une crise aiguë qui menace directement notre mode de vie, nous avons plus qu'un devoir d'opposition, nous avons un devoir de résistance.*

*Nous devons tout entreprendre pour empêcher l'irréparable, le déclassement de la France et de l'Europe, reléguées au rang de supplétifs des nouvelles économies, de spectateurs d'un nouvel ordre mondial imposé.*

*Nous devons alerter sans relâche nos concitoyens sur le drame qui se prépare et concentrer nos efforts sur la préparation d'un programme de redressement national.*

*Ce programme ne peut pas être le fruit de compromis et de prudences tactiques.*

*Il doit être à la hauteur des dangers que nous courons.*

*La France doit travailler plus*



*La France doit dépenser moins*

*La France doit se former mieux.*

*La France doit se ressaisir en tant que nation.*

*La France doit refonder avec l'Allemagne l'Union Européenne.*

*La question du temps de travail doit être mise en débat sans tabou.*

*Privées de la souplesse des heures supplémentaires défiscalisées, les PME, déjà acculées par la crise économique vont perdre des parts de marché et licencier.*

*Il faut leur rendre la liberté de moduler le temps de travail au delà des 35 heures dans le cadre du dialogue social.*

*Les demandeurs d'emplois doivent être systématiquement placés en formation pour améliorer leurs compétences et offrir à notre économie les qualifications dont elle a besoin.*

*La réduction de la dépense publique doit être l'occasion de repenser profondément le rôle et l'organisation de l'Etat, comme ceux des collectivités locales.*

*La marche vers la personnalisation de l'enseignement et l'autonomie des établissements doit être poursuivie.*

*La France et l'Allemagne doivent joindre leurs efforts pour sortir l'Europe du fossé du déclin qui conduit à l'éclatement et à l'effacement du continent.*

*Nos deux pays doivent pour cela accélérer la convergence de leurs économies et forcer à la mise en place d'un gouvernement économique propre à la zone euro, même si cela déplaît au Royaume Uni et à la commission européenne.*

*Mes amis, vous le voyez, c'est à un sursaut national que nous devons appeler les Français.*

*Ce sursaut national passe par une refondation de l'opposition.*

*Le Parti Socialiste a tous les pouvoirs.*

*Il est décidé à les garder tous, à les utiliser tous et jusqu'au bout. Et même au-delà de leur terme en repoussant la date des élections locales.*

*Sa seule limite c'est vous : militants et élus de l'opposition.*

*Vous êtes la seule force capable de faire reculer cette majorité enfermée dans ses chimères et dans ses règlements de compte avec sa propre histoire.*

*Nous avons, désormais, une responsabilité historique : celle d'inventer la France du 21<sup>e</sup> siècle pour construire la prochaine alternance dès 2014 avec les élections municipales et en 2017 au plan national.*

*Il nous faut réinventer un modèle économique et social français performant dans le cadre de la mondialisation.*

*Il nous faut refaire la Nation éclatée par le discours idéologique de la lutte des classes qui faisait encore se lever la gauche dans l'hémicycle mardi.*

*Il nous faut construire le pôle européen de la mondialisation autour d'un leadership franco allemand restauré.*

*Ce sera difficile.*

*L'UMP devra poursuivre sa transformation.*

*S'ouvrir sur l'école, sur l'université et sur le monde.*

*Resserrer ses liens avec les partis européens et notamment la CDU.*

*Prendre toute sa place dans la rénovation nécessaire du PPE qui doit devenir le creuset d'une conscience politique commune aux droites et aux centres européens.*

*Nous devons clarifier nos positions sur l'économie, sur la Nation, sur l'Europe.*

*Nous devons réaliser une nouvelle synthèse entre l'unité et la diversité.*

*Conduire les Français à un nouveau rapport à la vérité, contre les faux rêves et à un nouveau rapport au monde, contre les tentations suicidaires de repli et de rejet des autres.*

*Nous devons combattre l'ambiguïté, le refus de choisir, le flou et l'indécision érigés en politiques.*

*Nous devons rendre aux Français la fierté d'appartenir à l'une des plus anciennes nations qui a su se donner un avenir sans renier son Histoire et son identité.*

*Nous devons renouveler nos talents pour préparer la génération 2014 qui aura la lourde responsabilité de relever au plan local les ruines de deux années de toute puissance socialiste.*

*Le gouvernement et sa majorité croient avoir cinq ans devant eux pour rendre irréversible leurs choix économiques et de société.*

*Nous pouvons les stopper dès les municipales si nous avons accompli d'ici là notre travail de rénovation.*

*C'est dans cet esprit que j'ai décidé d'être candidat à la présidence de notre mouvement que le retrait de Nicolas Sarkozy a rendu vacante.*

*Dans le respect de nos statuts et de la démocratie qui est au coeur de notre engagement politique j'irai bientôt à votre rencontre pour débattre avec vous de notre projet et de l'organisation de notre mouvement.*

*Cette campagne qui s'ouvre ne doit être ni dramatisée, ni escamotée car c'est la fonction et l'honneur d'un parti politique que de faire vivre la démocratie en son sein avant de la rendre possible dans le pays tout entier.*

*Montrons à l'occasion de ce débat aux Français que nous sommes bien ce que nous prétendons être : des démocrates, respectueux des convictions des autres et animés par le sens de l'intérêt général.*

*Nous devons sortir de cette période de débat renforcés et rassemblés pour servir la France et les valeurs de la droite et du centre qui sont le ciment de notre unité.*

*Mes amis,*

*Le temps n'est pas aux regrets ou aux remords.*

*Sous les polémiques dérisoires et les comportements misérables vis à vis de Nicolas Sarkozy, le bilan des cinq dernières années est impressionnant et ne manquera pas d'être réévalué très rapidement par les Français.*

*Mais notre responsabilité n'est pas de commenter le passé, il appartient aux citoyens.*

*Notre responsabilité est d'être des garde-fous et des éclaireurs.*

*Garde-fous contre les dérives déjà bien réelles d'un socialisme dogmatique et archaïque.*

*Eclaireurs et bâtisseurs de la France du 21<sup>e</sup> siècle qu'il nous faudra relever.*

*Je ne suis pas devant vous pour vous consoler ou communier dans la nostalgie.*

*Je suis là pour nous dire de relever nos manches et de nous mettre ensemble au travail.*

*C'est notre devoir et c'est l'essence de notre engagement.*

*C'est ce qu'attendent tous les Français qui nous font confiance et tous ceux qui vont très vite constater qu'ils ont été trompés par François Hollande.*

*Mes chers amis,*

*Comme dans tous les moments de son Histoire où elle a traversé de grandes épreuves, la France a le choix entre trois politiques.*

*La première est celle de l'idéologie : elle se décline aujourd'hui à l'extrême-droite avec la haine de l'étranger, à l'extrême-gauche avec la haine de l'entreprise, à l'extrême droite et à l'extrême gauche avec la haine de l'Europe.*

*La deuxième est celle des partis, incarnée par François Hollande. C'est celle des petits compromis entre amis, celle des paroles qui plaisent qui sont aussi les paroles qui ruinent, celle de la démagogie et de la fuite devant le réel.*

*Et puis il y a la politique de la France qui est aussi la politique de la République. Elle consiste à dire la vérité aux Français pour les mettre en situation, et notre pays avec eux, d'assumer leur destin dans le monde tel qu'il est et non tel qu'on le rêve.*

*François Hollande a tous les pouvoirs. Ou du moins presque tous. Il ne lui manque qu'un, mais qui est essentiel : avoir le courage de s'émanciper de la politique des partis pour devenir l'homme de la nation.*

*Aujourd'hui, comme dans les heures les plus difficiles de notre histoire, c'est à vous, c'est à nous, d'assumer la politique de la France qui est aujourd'hui aussi celle de l'Europe.*

*Il en va de la survie de la République. Il en va de la survie de la France. Il en va de la survie de l'Europe.*